



LÉGATION DE SUISSE  
EN IRLANDE

DUBLIN, le 8 février 1962.  
6, Ailesbury Road

Réf.: R.P. No 1 N

Monsieur le Conseiller Fédéral F. T. Wahlen  
Chef du Département Politique Fédéral

L'Irlande en marche vers  
l'intégration atlantique

B e r n e

Confidentiel

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Peu nombreux sont, en Irlande, les hommes qui dirigent ou influencent la politique gouvernementale. Sur les 14 ministres (tous du parti "Fianna Fail") qui composent le Cabinet, deux personnalités tiennent la vedette. Ce sont Mr. Sean LEMASS, Premier ministre, et Mr. Frank AIKEN, Ministre des Affaires étrangères.

Sur le plan parlementaire, il y a Mr. James DILLON, Chef de l'opposition, président du parti "Fine Gael", ancien Ministre de l'Agriculture, dont les avis sont très écoutés.

Enfin, parmi les hauts fonctionnaires de l'Administration, trois noms s'imposent, que je cite dans leur ordre d'importance:

- Mr. WHITAKER, Secrétaire général du Département des Finances, qui est l'homme de confiance de Mr. Lemass;
- Mr. MCCARTHY, Secrétaire général du Département de l'Industrie et du Commerce;
- Mr. CREMIN, Secrétaire général du Département des Affaires étrangères.

Les autres personnalités du Parlement, du Gouvernement ou de l'Administration ne jouent, en l'état actuel des choses, qu'un rôle de second plan.

-----

./.

**Dodis**



Il y a quelques jours, déjeunant seul à seul avec Mr. Whitaker, tout récemment rentré de Bruxelles, où il avait accompagné le Premier ministre, qui y présentait la demande d'admission de l'Irlande au Conseil ministériel de la C.E.E., je pus converser avec lui tout à loisir, sur certains aspects délicats de l'intégration européenne, dans ce qu'elle représente pour l'Irlande. Mon interlocuteur étant certainement "dans le secret des dieux", ses informations méritent, rien qu'à ce titre déjà, d'être rapportées.

En ce qui concerne l'adhésion de l'Irlande à la C.E.E., W. me confirme que son gouvernement est plus que jamais résolu à lier son sort à celui de la Grande Bretagne. Les contacts nécessaires ont été pris et se poursuivent entre les deux gouvernements; ainsi Dublin agit d'entente avec Londres.

Les Irlandais suivent avec le plus grand intérêt le déroulement de la candidature britannique. Les négociations que Londres va entamer avec les "Six", en mars prochain, risquent de se prolonger passablement. Selon W. un accord ne peut guère être escompté, si tout va bien, avant la fin de l'année ou, plus probablement, le début de 1963. Les difficultés sont nombreuses et importantes, vu la complexité des problèmes posés à la Grande Bretagne en vertu de ses engagements avec le Commonwealth, d'une part, et avec l'A.E.L.E., d'autre part. Toujours d'après mon interlocuteur, les "Six" ne commenceront à causer sérieusement avec les autres candidats à la C.E.E. qu'une fois le cas de la Grande Bretagne virtuellement réglé.

W. n'a jamais eu confiance dans les destinées de l'A.E.L.E. Mais le succès remporté par la C.E.E. l'a étonné. Il y a là un fait acquis, de grande importance, devant lequel il faut s'incliner, ajoute mon informateur,

qui poursuit:

-Londres paiera le "full price" pour son admission au Traité de Rome. Et ce "full price" comprendra des concessions, des renoncements, des sacrifices bien plus considérables que certains optimistes les imaginent. Politiquement, la France remportera là une grande victoire de prestige.

A ma question de savoir si la Grande Bretagne pourrait faire marche arrière devant le sévère "set back" auquel elle s'expose ou si le prix qu'elle doit payer est décidément trop élevé, W. répond:

-Non, c'est impossible!

Et comme je lui demande ce que la Grande Bretagne fera des liens qui l'unissent au Commonwealth et des engagements qu'elle déclare vouloir respecter envers ses partenaires de l'A.E.L.E., mon interlocuteur ajoute:

-Londres a compris ce que signifie pour elle l'alternative C.E.E. - Commonwealth. Elle a choisi la C.E.E. Quant à l'A.E.L.E., la Grande Bretagne est déjà résolue à l'abandonner, en expliquant à ses partenaires que la situation nouvelle dans laquelle elle se trouve lui en fait l'impérieuse et inéluctable obligation. Et tout cela, bien sûr, avec beaucoup de regrets, certainement sincères!

Parlant des pays de l'Europe occidentale autres que les "Six", W. les groupe et les "jauge" de la façon suivante:

- a) La Grande Bretagne, avec l'Irlande dans son sillage, qui met tout en oeuvre pour accélérer le processus de son adhésion au Traité de Rome.
- b) Les membres de l'A.E.L.E. qui font partie du N.A.T.O. (Norvège, Danemark, Portugal). L'admission des deux premiers aura lieu, sans grandes difficultés, immédiatement après celle de la Grande Bretagne. Quant au Portugal, la mauvaise humeur qui l'anime à l'égard de certaines grandes puissances pourrait tout au plus retarder son adhésion.
- c) L'Espagne, déjà passablement engagée dans le système défensif de l'Occident, ne restera pas longtemps isolée en marge d'une Europe intégrée.
- d) Les trois neutres de l'A.E.L.E. (Autriche, Suède, Suisse) risquent de se trouver bientôt

-divisés, en dépit de leur apparente entente actuelle. Les U.S.A. n'ont plus ni sympathie, ni compréhension pour la neutralité, quelle qu'en soit l'origine, la raison, le caractère et les buts. La pression de Washington, directe ou indirecte, tendra à amener les trois neutres à une conception plus constructive de la défense de l'Occident contre Moscou.

De là à parler du N.A.T.O., il n'y avait plus qu'un pas que nous franchissons tout naturellement. A cet égard, W. m'expose le point de vue irlandais:

-Le chemin sur lequel nous sommes engagés changera de nom au fur et à mesure que nous y avancerons. Avant-hier, il s'appelait "O.E.C.E.!" Hier encore: "Intégration économique de l'Europe". Il prend maintenant nom de "C.E.E.", avec sous-titre: "Intégration politique". Nous serons bientôt dans la voie marquée "Défense de l'Occident", pour nous retrouver ensuite tous réunis sur la grand'place appelée "N.A.T.O."

Le N.A.T.O., vous vous en souvenez, avait vainement essayé, il y a bien quelques années, de renforcer sa structure en se donnant des tâches à caractère économique. Ce qui se prépare est beaucoup mieux. C'est tout simplement la fusion (mergence) des organismes économiques, politiques et militaires de l'Europe occidentale en une seule entité. C'est à cela que travaillent, et activement, les Américains.

Je demande alors à W. ce qu'il adviendra de la neutralité dont la politique irlandaise a paru s'inspirer jusqu'ici. Mon informateur répond:

-Idéologiquement, en tant que peuple fermement attaché à la foi chrétienne, nous n'avons jamais été neutres. D'ailleurs, nous n'avons toujours pas de relations avec aucun des Etats du monde communiste. Mais, si mon pays s'est tenu jusqu'ici à l'écart des alliances politiques ou militaires qui lui étaient offertes, ce n'est pas uniquement parce qu'il tenait à pratiquer une politique de neutralité. Notre abstention fut également motivée par le fait que nous ne pouvions entrer, comme alliés de la Grande Bretagne, dans aucun groupement qui aurait impliqué, de notre part, la reconnaissance des frontières actuelles de notre partenaire britannique. Or, nous ne

-reconnaitrons jamais, ni en fait, ni en droit, le partage de l'Irlande.

Mais, toute situation évolue, car les temps changent et les ressentiments s'émeussent. Notre entrée dans la C.E.E., aux côtés de la Grande Bretagne, réduira à bien peu de chose les effets du partage de l'Ile en créant, entre les deux Irlandes, une union économique et politique qui ressemblera de plus en plus à la réunion que nous appelons de tous nos voeux. Et les barrières qui nous séparent encore de nos frères du Nord s'ouvriront plus largement par le jeu des implications de défense militaire qui découleront de notre affiliation au N.A.T.O.

Comme je manifeste, peut-être malgré moi, une certaine surprise de l'entendre parler aussi clairement de la participation de l'Irlande au N.A.T.O., W. me dit encore:

-Oui, nous sommes résolus à faire partie du N.A.T.O. Evidemment, c'est là une grosse décision, qui marquera un tournant de notre histoire. Mais notre opinion publique n'est pas prête encore à la comprendre. Il faut l'y préparer. Et puis, dans nos négociations avec les "Six", cela sera pour nous une monnaie d'échange destinée non seulement à faciliter notre admission, mais encore à amener nos futurs partenaires à nous accorder des conditions en rapport avec nos possibilités économiques et politiques. Mais, en homme réaliste, dynamique et prévoyant qu'il est, Mr. Lemass est maintenant fermement décidé à engager l'Irlande jusque là, lorsqu'il en jugera le moment venu.

-----

Au lendemain de cette conversation, je me suis entretenu quelques instants avec le Secrétaire général du Département des Affaires étrangères, Mr. Cremin. Abordant le sujet "C.E.E. - N.A.T.O. - Neutralité", je lui ai posé quelques questions, auxquelles il répondit en me confirmant l'essentiel des déclarations de W., encore que d'une manière beaucoup plus parcimonieuse et réservée.

Sur un point cependant, C. fit une intéressante remarque, touchant l'attitude de Mr. Aiken, Ministre des Affaires étrangères. C'est avec réticence que celui-ci se

serait finalement rangé à l'opinion de Mr. Lemass, Premier ministre, quant à l'opportunité qu'il y a, pour l'Irlande, à abandonner sa neutralité aussi brusquement et résolument.

-Mais, ajouta mon informateur, cette décision, prise "in petto", demeure pour le moment dans le tiroir, en prévision des pourparlers qui vont s'ouvrir.

-----

Le gouvernement de Mr. Lemass a commencé sa campagne de propagande, destinée à préparer l'opinion publique aux grandes décisions à venir dans le cadre de l'intégration européenne. Il y a des mois déjà que les industriels ont été avertis que la protection douanière dont ils jouissent devra nécessairement disparaître. Au sein des grandes associations industrielles, agricoles, commerciales, ainsi que dans les sociétés académiques, ont lieu des conférences de vulgarisation. Chaque jour, les journaux remuent ces problèmes, qui sont très souvent débattus dans les émissions de la radio et de la télévision. Cet effort de préparation est dosé: les informations d'ordre purement économique du début font de plus en plus place aux considérations de portée politique.

Mais, subitement, le 5 de ce mois, l'un des membres les plus ternes du gouvernement, Mr. Morain, "Minister for Lands" (Forêts, chasse et pêche) a fait sensation par les déclarations qu'il a données à la réunion annuelle de la Chambre de Commerce de Castlebar. Voici la tranche essentielle de son discours (il lisait un texte préparé):

-Nous serions mal avisés de ne pas tenir compte du fait que les membres actuels de la C.E.E. sont tous membres du N.A.T.O. et, outre cela, que ce sont des objectifs politiques communs et la coordination des efforts dans les domaines de la politique et de la défense militaire qui ont amené les "Six" à enterrer leurs rivalités économiques. Nous n'avons jamais pratiqué une politique de neutralité - et notre

-peuple n'y songerait même pas - en face de la division du monde, partagé entre le communisme et la liberté.

Puis, comparant la situation de l'Irlande à celle des trois pays neutres du Continent, Mr. Morain a ajouté:

-Nous ne voudrions même pas avoir l'air de pratiquer une telle neutralité. Bien sûr, il y a d'autres pays qui ont posé leur candidature à la C.E.E., tels que l'Autriche, la Suède et la Suisse, et qui ont fait de la neutralité un précepte de politique étrangère ou auxquels la neutralité a été imposée par les circonstances. Ces mêmes Etats sont entrés en consultation, les uns avec les autres, en vue de leur adhésion à la C.E.E. Or, nous sommes restés totalement en dehors des tractations des trois Etats neutres de l'A.E.L.E. Si je mentionne ce fait, c'est pour souligner que nous négocions avec la C.E.E., libres de tous engagements antérieurs, politiques ou autres.

Ces déclarations, en leur première partie surtout, ont causé ici de la surprise. Elles ne manqueront pas de provoquer même des remous. Si certains observateurs y voient un ballon d'essai de Mr. Lemass, d'autres (dont je suis) tiennent ces propos pour une surenchère de l'Irlande qui espère s'attirer ainsi la faveur et des "Six" et de Washington. Mais il est tout de même curieux que Mr. Lemass ait choisi comme porte-parole un ministre qui n'a rien à voir avec les relations extérieures, alors que Mr. Aiken reste, silencieux, dans la coulisse.

Hier, précisément, Mr. Aiken dînait chez moi. A l'heure du café, alors que, selon la plus pure coutume anglaise, les messieurs demeurent seuls à la salle à manger, je n'ai pas hésité à demander à mon hôte ce qu'il fallait penser des déclarations de Mr. Morain.

Mr. Aiken m'a paru un peu embarrassé et j'ai eu quelque peine à le maintenir dans le sujet qui m'intéressait. Des réponses, parfois lapidaires, parfois "touffues", mais parfois claires aussi, qu'il m'a données, je puis faire le résumé suivant:

-Je suis, vous le savez, un grand admirateur de

-la Suisse, de son organisation et de la politique qu'elle pratique. A mes yeux, la neutralité suisse s'explique et se justifie, car vous avez donné la preuve du bien et de l'aide qu'elle peut apporter à ceux que des conflits opposent les uns aux autres. Et je suis sûr que votre neutralité rendra encore, dans le futur, d'immenses services. Mais la Suisse a mis 550 ans (1291 - 1848) pour se constituer en Etat fédératif. Elle a eu ses crises de croissance, ses guerres extérieures, ses querelles intestines. Et sa neutralité, que vous faites remonter à 1515 (Marignan), a eu, au cours de votre histoire, d'autres visages que celui que vous lui donnez actuellement. Comme vous la pratiquez maintenant, votre neutralité est une conception moderne du droit des gens, telle qu'elle résulte de la longue expérience politique d'un Etat démocratique. Elle est devenue votre doctrine de politique étrangère.

Mais, nous, Irlandais, quelle expérience avons-nous en matière de politique étrangère? Notre peuple n'a pas la maturité politique du vôtre. Nous sommes une nation à la fois jeune et vieille, car notre Etat n'a que 40 ans d'existence. En dépit des progrès réalisés depuis notre indépendance, nous sommes un pays pauvre, qui se dépeuple. Nous n'avons pas les moyens d'entretenir une armée capable de nous défendre contre l'effroyable potentiel de guerre que Moscou est susceptible de lancer un jour sur l'Europe.

J'ai essayé de pratiquer une politique de non-engagement, ressemblant à la neutralité, non seulement pour en faire l'expérience, mais encore parce que certaines circonstances nous y contraignaient. Mais aujourd'hui, devant la tournure que prend la situation dans le monde, devant les efforts d'intégration économique, politique et même militaire que font les peuples de notre civilisation devant le danger d'expansion ou d'agression communiste, nous devons rechercher, pour notre sauvegarde, la solution la plus compatible avec nos conceptions culturelles et religieuses, avec nos intérêts matériels, et le mieux en rapport avec nos possibilités et nos moyens. C'est pour cela, je le crains, que nous finirons par renoncer totalement à la neutralité.

Lorsque je me mis à l'interroger sur l'éventualité d'une

- 9 -

prochaine accession de l'Irlande au N.A.T.O., Mr. Aiken sembla gêné. Plusieurs de ses réponses tombèrent à côté de la question. Il me laissa cependant clairement entendre qu'il estimait, lui, que cet aspect du problème avait été abordé prématurément et qu'il déplorait la publicité donnée aux déclarations de Mr. Morain.

-----

L'Ambassadeur d'Allemagne m'a dit, hier soir également, qu'un certain désaccord s'était fait jour entre Mr. Lemass et Mr. Aiken, quant à la manière de concevoir l'intégration de l'Irlande dans la communauté européenne. Il n'y a, à cela, rien d'étonnant. Mr. Aiken est l'homme de l'O.N.U., alors que Mr. Lemass désire jouer son va-tout dans la C.E.E. et, par elle, dans l'Alliance atlantique.

-----

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse:

*Julius Rohat.*